

IL ÉCOPE DE 18 ANS DE PRISON

Achour lourdement condamné

De très lourdes peines ont été prononcées, hier, par le tribunal criminel près la cour d'Alger à l'encontre des mis en cause dans l'affaire du détournement de 21 milliards de dinars de la BNA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le verdict est tombé en fin de matinée. Achour Abderrahmane, son ex-associé Aïnouche Rabah et l'ex-secrétaire de ce dernier Mirarbi Hassiba ont été condamnés à dix-huit ans de prison ferme.

L'ex-P-dg de la BNA, M. Mourad Chikhi, et les trois commissaires aux comptes ont été, quant à eux, acquittés.

Le jury n'a fait que confirmer les peines requises par l'avocat général. C'est ainsi que les frères Settout (Djamel et Baghdad), Amari Mohamed, Belmiloud Mustapha, Dahmani Ahmed, Kharoubi Lakouas, Mouaïssi Mustapha, Medjadji Omar, Bougharnout, Koliaï, Zadam et Badache ont été condamnés respectivement à 14, 18, 14, 14, 14, 10, 6, 7, 6, 5 et 6 ans de prison ferme.

Le tribunal criminel a également condamné l'ex-directrice adjointe de l'agence BNA de Bouzaréah à 10 années de prison ferme, alors que Settout Djamil et Louati Malika, respectivement épouses de Achour Abderrahmane et Aïnouche Rabah, ont été condamnées à deux ans avec sursis.

Les sentences prononcées à l'encontre des cadres de la BNA, poursuivis pour le chef d'inculpation de

«négligence», vont de l'acquittement à un an de prison avec sursis.

Le tribunal criminel a également prononcé par contumace la peine de vingt ans de prison à l'encontre de l'ex-directeur de l'agence de Bouzaréah en fuite.

Lors des délibérations, qui ont duré plus de dix heures, le tribunal criminel a maintenu à l'encontre des prévenus les chefs d'inculpation d'appartenance à association de malfaiteurs, de détournement et dilapidation de deniers publics et de faux et usage de faux.

Le tribunal criminel, à la grande surprise des Robes noires, a confirmé les chefs d'inculpation émis par la chambre d'accusation et soutenus par le représentant du ministère public lors de son réquisitoire.

La même juridiction n'a pas fait bénéficier les prévenus des circonstances atténuantes.

Le procureur général, M. Belhadj avait requis, faut-il le rappeler, une dizaine de peines de 20 ans de prison ferme à l'encontre des principaux mis en cause.

Consternation générale

A la fin de la lecture du verdict par le président du tribunal criminel, une confusion générale s'est installée dans la grande salle d'au-



Le tribunal a confirmé les peines requises par l'avocat général.

dience. L'émotion était à son comble. Cris, pleurs et évanouissements.

Les agents de police avaient toutes les difficultés du monde pour ramener le calme. Chez les prévenus, c'était la consternation !

Mouaïssi Mustapha, l'ex-chauffeur de Rabah Aïnouche, que l'avocat général avait qualifié de «chauffeur aux missions spéciales», s'effondre. «Je n'ai rien fait.

Je n'ai rien pris. Je ne suis qu'un simple chauffeur. Pourquoi me priver de mes enfants», clamera-t-il.

La tension atteint son paroxysme lorsque Hassiba refuse de quitter la salle. Un mouchoir à la main, et en pleurs, elle déclare : «Au

nom de Dieu Miséricordieux, laissez-moi rentrer chez moi. Je n'ai rien fait.» Sa maman craque. Elle s'évanouit. Elle est vite évacuée à l'extérieur et transférée vers le CHU Mustapha.

Chez les frères Settout, c'est le silence total. Djamel et Baghdad n'en croient pas leurs yeux.

Le choc est immense. Portant des lunettes, Djamel résiste un moment, puis craque.

Il éclate en sanglots. La scène est émouvante. La douleur est profonde chez l'autre Settout. Djamil, leur sœur, l'épouse de Achour Abderrahmane, est entourée de ses deux enfants. On se console comme on peut. «Arrêtez de pleurer», lance-

t-elle à l'adresse de l'épouse de Kharoubi. Cette dernière, entourée des deux filles de Dahmani, l'ex-directeur d'agence de ChercHELL, reste muette.

Point de commentaire. L'émotion est forte.

Achour, calme, fixe rendez-vous dans une année

Le commissaire de police, que toute l'assistance appelle «Si Youcef» et qui est apprécié pour sa sagesse et son professionnalisme dans la gestion des foules, demande à ses éléments d'intervenir dans le calme.

Son objectif premier ? Ramener le calme et la sérénité afin de permettre au tribunal criminel de pour-

suivre ses travaux. La seconde phase de cette importante étape du procès sera réservée à la demande de la partie civile. A l'extérieur, on crie toujours. Le hall du premier étage est «déchiré» par les pleurs des femmes.

La plupart des prévenus, escortés, ont déjà quitté la salle. Achour Abderrahmane est le dernier à sortir. Mais avant de quitter la salle d'audience, il s'adresse à son épouse : «Prends soin des enfants. Ne t'inquiète pas. Dans une année, il y aura une révision du procès.»

Son épouse, qui avait jusque-là affiché une sérénité absolue, arrive difficilement à retenir ses larmes, à la différence de son mari qui a toujours gardé son calme. Pour preuve, l'ex-millionnaire de Koléa revendique à qui de droit quelques minutes «d'intimité» avec son avocat.

Les deux hommes s'échangent quelques mots. Achour Abderrahmane jette un dernier regard dans la grande salle. Il salue quelques personnes. Il marque un temps d'arrêt, il hoche la tête et quitte la salle les mains menottées.

Il est 12h45. Le calme revient. La salle se vide. Les quelques avocats encore présents commentent le verdict.

«Une véritable douche écossaise», réplique un avocat à une question posée par un journaliste.

A. B.

RELATIONS PRESSE-JUSTICE

Le SNMA tente la réflexion

Relations justice-presse : voilà une problématique assez problématique que le Syndicat national des magistrats algériens (SNMA) a choisi de soumettre à la réflexion des magistrats membres du groupe régional Afrique de l'Union internationale des magistrats (UIM) qui tient, depuis hier, au niveau de la Cour suprême, sa quatorzième réunion.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Dommage que cette problématique soumise à débat ne sert que d'ameublement à la réunion plutôt organique du groupe Afrique de l'Union internationale des magistrats.

En effet, la quatorzième réunion du groupe Afrique de l'UIM est fondamentalement consacrée à des questions organiques, telles que l'élaboration des statuts et règlement intérieur, le paiement des cotisations mais surtout l'adhésion de cette entité associative à l'Union africaine en qualité d'observateur. C'est le vif de la réunion.

Le reste, c'est-à-dire les dissertations pédagogiques autour de la relation justice-presse, sert d'ameublement aux deux journées retenues pour la rencontre.

D'ailleurs, le débat envisagé sera, à coup sûr, à sens unique, tant les médias les plus à même d'apporter la contradiction ne sont pas conviés à cet échange.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, invité à la cérémonie

d'ouverture des travaux de la réunion, Tayeb Belaïz, a, dans son intervention, focalisé beaucoup plus sur les attendus de la rencontre en termes de tissage de liens entre magistrats africains que sur la problématique posée en appoint, en l'occurrence la relation justice-presse.

Tout ce que le ministre a consenti comme référence à l'objet secondaire de la rencontre est que «la justice et la presse sont complémentaires dans la recherche de la vérité, en dépit des interactions», Pour le ministre, il appartient à chaque partie de comprendre les obligations de l'autre. En termes de définition, il n'y a pas plus convenable. Reste que dans la pratique, le vœu est difficilement concrétisable, traduisible.

Une difficulté qu'a situé fort bien la présidente du groupe Afrique de l'UIM, M^{me} Fatoumata Diakité, qui, elle, a posé les termes de l'équation à résoudre : «Autant la procédure judiciaire doit se dérouler à l'abri des regards, autant la presse

doit chercher l'information et la diffuser.»

Selon Fatoumata Diakité, c'est la question à laquelle il faille répondre. Une question qui, à l'évidence, n'échappe pas au président du SNMA, Djamel Laïdouni, mais qu'il prend de travers en proposant un cadrage de la relation presse-justice. Un cadrage qu'il a expliqué

par une formation accrue des journalistes. Comme si dans ce binôme presse-justice, la faute incombe toujours à la presse. Or, d'aucuns savent qu'en matière de communication, les magistrats ne sont pas exempts de reproches.

Les journalistes présents à la rencontre, invités au pied levé à débattre de la problématique, alors

ORAN : LE JUGEMENT DE L'AFFAIRE SAFIA

A ENFIN COMMENCÉ

La demande d'un test ADN pour le prétendu père algérien rejetée par la justice

Le jugement de l'affaire qui défraye la chronique depuis 2005, après plusieurs reports, a enfin eu lieu hier au niveau du tribunal d'Oran. Le juge du statut personnel a donné la parole aux deux parties qui réclament la paternité et la garde de la petite Safia ou Sofia, comme la surnomme son prétendu père français.

Au cours de cette séance, le représentant du ministère public a requis l'application de la loi, alors

que l'avocat de la défense de la famille de la défunte, la mère de Safia, a rappelé, afin de prouver au tribunal la non-paternité du présumé père français, les dates de l'établissement du mariage et de la naissance de la petite en question, qui correspondent respectivement au mois de septembre 2001 et décembre 2001. Considérant ainsi illégal le mariage du ressortissant français avec l'Algérienne. Quant à la demande effectuée par la défense du prétendu père algérien pour qu'il effectue lui et M. Cherbourg le test ADN, l'avocat de ce dernier a estimé qu'une telle chose n'était

qu'ils auraient dû faire l'objet d'une sollicitation en tant qu'intervenants, n'ont pas manqué de rappeler à Laïdouni l'impossibilité d'accès aux sources de l'information, notamment s'agissant du secteur de la justice.

S. A. I.

pas nécessaire car la justice a en sa possession tous les documents nécessaires.

Après délibération, le juge a rejeté la demande du prétendu père algérien d'un test ADN. Toutefois, un flou total continue d'entourer cette affaire quant au sort réservé à Safia qui demeure sous la tutelle de l'Etat.

Par ce rejet, la famille algérienne de Safia se demande s'il faut en conclure que cette dernière sera confiée à Cherbourg ? Une question qui sera clarifiée dans les prochains jours.

B. A.